



Marseille, le 6 décembre 2018

- à **Philippe MARTINEZ**
- **Au Bureau Confédéral**
- à **la Commission Exécutive Confédérale**
- **aux organisations du Comité Confédéral National**

Chers-es Camarades,

Nous tenons à vous faire part de notre désaccord le plus total avec la déclaration unitaire confédérale (parue ce jour d'élections dans la Fonction Publique) validée par la Commission Exécutive Confédérale.

Une fois de plus, alors que le niveau d'affrontement entre le monde du travail et le gouvernement est à son plus haut niveau, nous allons signer avec des organisations qui, pour l'essentiel d'entre elles, se tiennent soit en dehors du combat, soit aux côtés du gouvernement et du Medef, une déclaration qui nous place en parfait décalage avec la situation actuelle.

Avec cette déclaration au rabais, nous envoyons un signal catastrophique à toutes celles et ceux qui luttent en ce moment. Nous mettons en danger nos militantes et militants qui auront à affronter les réactions suite à cet acte de trahison de classe et des masses. Et pourtant, elles et ils en ont déjà assez dans la période car il leur faut sans cesse tenir tous les bouts d'une démarche confédérale qui n'est pas capable de nous donner la moindre perspective interprofessionnelle après le 14 décembre.

De plus, il est inconcevable de dénoncer les violences de ces derniers jours, sans dire un mot sur les violences de l'État qui envoie sa police tous les jours martyriser les lycéens et les militants de la CGT qui tentent de les protéger.

Une fois de plus, la CGT n'est pas à la hauteur, ce n'est pas son rôle de redorer le blason d'organisations à la solde du gouvernement et encore moins de donner du crédit à ce gouvernement en faisant croire qu'il a ouvert le dialogue.

.../...

Camarades, cette fois est celle de trop et nous ne pouvons accepter que le travail de nos militantes et militants soit sans cesse remis en cause au nom d'un syndicalisme rassemblé qui est non seulement inefficace mais de plus nocif pour la CGT et les travailleurs.

Rien ne vous autorise à engager notre organisation dans la voie de l'inutilité quand, dans le même temps, le CCN est systématiquement verrouillé et qu'aucun débat réel n'est possible.

Camarades, le prix à payer de ces dysfonctionnements, de ces renoncements, sera assumer par nos organisations de base. Elles ne méritent pas ça, aucune d'elles ne mérite ça ! Et ce n'est pas la déclaration CGT qui pourra arranger les choses car la schizophrénie est une maladie, pas un super pouvoir.

Nous demandons que les Secrétaires Généraux des organisations du CCN soient réunis en urgence et au plus tard mercredi prochain 12 décembre afin d'établir un véritable processus interprofessionnel nous permettant d'aller à la lutte tous ensemble.

En cas de refus, nous prendrons toutes les dispositions pour faire savoir qu'en aucun cas la CGT des Bouches du Rhône ne pourrait être associée à ce coup en traitre porté aux luttes en cours et à nos militantes et militants.

Bien fraternellement.

Olivier MATEU
Secrétaire Général de l'UD CGT 13

